



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 18/10/2024

Reçu en préfecture le 18/10/2024

Publié le

ID : 062-286200027-20241015-2024_44-DE

S²LO

DÉLIBÉRATION

2024/44

MODIFICATION DES CONDITIONS D'ADHESION AU SERVICE « PAIE A FAÇON »

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 15 Octobre 2024 à 14 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

Etaient présents : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. André GOUDALLE, Maire de WIRWIGNES – M. Marc BOUTROY, Maire de ESCALLES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. André KUHCINSKI, Conseiller Départemental.

Etaient absents ou excusés : M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Patrice CAMBRAYE, Adjoint au Maire de Calais – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

♦ ♦ ♦ ♦ ♦

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le décret 85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux Centres de Gestion institués par la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu la délibération n° 2022/40 du 5 juillet 2022 mettant en place la prestation « paie à façon » ;

Vu l'article L452-40 dudit code qui précise « *En sus des missions mentionnées à l'article L. 452-1 et situés dans leur ressort territorial, les centres de gestion peuvent assurer à la demande des collectivités ou établissements mentionnés à l'article L. 452-1 et situés dans leur ressort territorial des missions complémentaires ainsi que les missions suivantes :*

- 1° Conseils en organisation, notamment en matière d'emploi et de gestion des ressources humaines ;*
- 2° Conseils juridiques ;*
- 3° Archivage et numérisation. »*

Vu l'article L452-30 dudit code qui précise « *Les dépenses supportées par les centres de gestion pour l'exercice de missions complémentaires à caractère facultatif mentionnées à la sous-section 5 de la section 2, sur la demande des collectivités ou établissements, affiliés ou non, sont financées :*

- 1° Soit dans des conditions fixées par convention ;*
- 2° Soit par une cotisation additionnelle à la cotisation obligatoire mentionnée à l'article L. 452-25, pour les seuls collectivités ou établissements affiliés.*

La cotisation additionnelle est assise, liquidée et versée selon les mêmes règles et les mêmes modalités que la cotisation obligatoire. Son taux est fixé par délibération du conseil d'administration ».

Monsieur le Président rappelle qu'un service « paie à façon » a été mis en place depuis le 1^{er} janvier 2023 et enregistre chaque année de nouvelles arrivées émanant de collectivités et d'établissements publics relevant de différentes strates d'agents territoriaux.

Ainsi au 1^{er} janvier 2023, le service comptait 7 collectivités et établissements regroupant près de 500 agents et élus. Au 1^{er} janvier 2024, nous comptons 16 collectivités et établissements avec près de 700 fiches de paie à effectuer. Pour 2025, les dernières demandes d'adhésion font état de 21 collectivités et établissements pour près de 900 fiches de salaire à réaliser agents et élus.

L'adhésion passe bien entendu par la prise d'une délibération au sein de chaque entité, mais également par la mise en place formalisée d'une convention permettant d'assurer la gestion et les conditions d'exercice de la mission.

L'objectif du service consiste pour la collectivité ou l'établissement adhérent, de confier par cette convention la réalisation des tâches administratives relatives à la paie de son personnel, de ses élus et par la même de l'intégralité des personnes rémunérées par elle, à notre établissement.

La convention précise également le rôle de chacun, les limites de prestations de la mission ainsi mise en place et les responsabilités et droits de chacun des partenaires.

Il est également prévu et ceci, conformément à l'article L 452-30 du Code Général de la Fonction Publique, la participation financière demandée aux collectivités et établissements bénéficiaires de la prestation « paie à façon » est destinée à couvrir les dépenses afférentes audit service, afin que ces dernières ne grèvent pas le budget général du Centre de Gestion.

La collectivité ou l'établissement s'engage à régler au Centre de Gestion, à réception du titre de recettes émis par l'établissement, les frais correspondants à la prestation sur la base des tarifs arrêtés par délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion et en vigueur à la date de réalisation de la prestation.

Le montant de la participation financière au titre de l'année 2025 est fixée à 11 euros par bulletin de salaire émis.

La facturation des prestations sera effectuée trimestriellement, à la fin de chaque mois de mars, juin, septembre et décembre, quel que soit le nombre de bulletins effectué.

Par ailleurs, alors même que les missions exercées par notre établissement s'exercent sur le territoire départemental, nous sommes sollicités par le CDG d'un département voisin pour exercer notre mission « Paie à façon » pour un établissement relevant de son territoire géographique. Cette possibilité de recourir à notre établissement peut ainsi être ouverte à des collectivités ou établissements ne relevant pas de notre compétence, moyennant l'autorisation des organes délibérants (CDG 80, CDG 62, Collectivité ou établissement) actée par une délibération précisant la mission à exercer.

Enfin, notre convention prévoyait une possibilité de résiliation avant le terme de la convention prévue pour une durée de 3 ans, en respectant un préavis de 6 mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception avec date d'effet au 31 décembre de l'année en cours.

Il vous est proposé de conserver la durée de la convention à 3 ans avec possibilité de sortie par l'un ou l'autre des signataires, uniquement au terme de cette durée de 3 années et ceci en respectant un préavis de 6 mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception lors de la dernière des 3 années (soit 6 mois avant le 31 décembre N+2). Aucune sortie anticipée ne saurait être autorisée désormais par notre établissement. Le renouvellement de la convention se fait par tacite reconduction pour une nouvelle période de 3 années avec les mêmes conditions de sortie que la période initiale.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *VALIDE* la nouvelle convention de prestation paie à façon proposée en annexe ;
- ♦ *AUTORISE* le Centre de Gestion à facturer le coût de la prestation par bulletin émis mensuellement à hauteur de 11 euros et à émettre la facturation correspondante selon les termes fixés dans la présente et la convention ;
- ♦ *AUTORISE* le Président à signer les conventions à intervenir et tous les actes relatifs à la mise en œuvre de ce dispositif.

Ainsi fait et délibéré en séance,

À BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 15 octobre 2024

Le Président,

Joël DUQUENOY